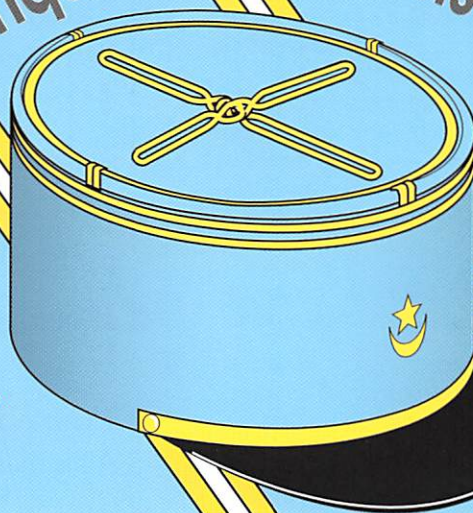


les
SAS

Bulletin historique des Anciens des



Affaires Algériennes et Sahariennes



N° 25 - Avril 2006



7 rue Pierre Girard 75019 PARIS
Tél & fax : 01 42 45 44 16 - e-mail : aff.alg@wanadoo.fr
ASSOCIATION DES ANCIENS DES AFFAIRES ALGÉRIENNES ET SAHARIENNES

EXTRAIT DES STATUTS

L'Association
**LES ANCIENS DES
AFFAIRES ALGÉRIENNES ET SAHARIENNES**
dite "LES SAS" fondée en 1962, a pour but de :

1 - Conserver et honorer la mémoire de tous ceux qui, Officiers, Sous-Officiers, Attachés Civils, Moghaznis du Service des Affaires Algériennes, sont morts pour la France dans l'accomplissement de leur devoir ou de l'idéal du Service.

Rassembler pieusement les souvenirs et les témoignages rappelant les disparus, exaltant ce que fut l'idéal des Affaires Algériennes, précisant l'histoire et les réalités des S.A.S. et des S.A.U.

2 - Conserver et multiplier tous les liens que l'action des Affaires Algériennes a tissés entre l'Algérie et la France, permettre, par le rassemblement de tous les travaux déjà effectués, monographies ou autres, de mieux connaître l'Algérie, son passé et ses problèmes actuels.

3 - Rassembler tous ceux qui, animés du même idéal, ont participé à la réalisation des buts profondément humains et sociaux des Affaires Algériennes à quelque titre que ce soit, venir en aide aux anciens du Service en apportant à eux et à leur famille (ascendants, veuve ou orphelins) une aide morale et matérielle, s'attacher à soulager les souffrances causées par les événements d'Algérie et, entre autre, aider les Européens et Musulmans du Service, désireux de s'établir en Métropole.

De défendre, en outre, les intérêts matériels et moraux de l'ensemble du personnel du Service des Affaires Algériennes.

Les moyens d'action de l'Association sont : les bulletins, publications, mémoires, conférences, expositions, bourses, pensions, secours, organisations de comités locaux, etc...

L'Association se compose des Membres Fondateurs, de Membres d'Honneur, de Membres Bienfaiteurs, de Membres Honoraires et de Membres Adhérents...

Sa durée est illimitée.

L'Assemblée Générale 1999 a modifié les Statuts : désormais, l'Association est ouverte non seulement aux anciens des S.A.S, mais aussi aux anciens des C.A.S. des Affaires Sahariennes.

SOMMAIRE N°25

AVRIL 2006

- Le Mot du Présidentp. 3
- Éditorial de Mohand Hamoumou
Traité d'Amitié Franco-Algérienp.4
- Souvenirs d'Algérie 56-59
Cdt Édouard de Montalembertp.5-7
- La Guerre d'Algérie - Extrait des
Mémoires de Jacques Petitmengin . .p.8-9
- Relation entre la France et l'Algérie
Extrait des Mémoires de François
d'Acremontp.10-13
- Témoignagesp. 13
- La Guerre vécue à travers une SAS
par Guy Vincent (suite)p.14-15
- Hommage au Lieutenant Boegli
Lettre de Jean-Marie Hacquard . . . p. 16
- Hommage au Capitaine Aygueparse
Allocution de Robert Lachaume . .p. 17-18
- Bibliographie.....p. 18
- Les Brèves.....p.19

COMPOSITION DU CONSEIL DE L'ASSOCIATION AU 30 JANVIER 2000

Vice-Présidents d'Honneur : Pierre CHARIÉ-MARSAIN, André WORMSER
Président : Daniel ABOLIVIER
Vice-Président : Henri BURTHEY
Trésorier : Jessé BAYLE
Membres : Général Jean-Pierre VIEILLARD, Jean-José ARCHIMBAUD
Jacques LÉVÈQUE, Jacques NARDIN, Gilles DURTELLE de SAINT-SAUVEUR

Le bulletin porte le numéro 25 de la série nouvelle créée en octobre 1994.

Les numéros 7 (mars 97) et 8 (février 98) sont des bulletins "internes" n'appartenant pas à la série des "Bulletins Historiques".

Le Mot du Président

Je commence par une citation :

« À cet hommage que nous dictent le respect, l'admiration et la reconnaissance, nous joindrons aussi celui que nous devons à tous ceux et à toutes celles qui ont contribué à la grandeur de notre pays en incarnant l'œuvre civilisatrice de la France.

- *Nous ne saurions oublier que ces soldats furent aussi des pionniers, des bâtisseurs, des administrateurs de talent qui mirent leur courage, leur capacité et leur cœur à construire des routes et des villages, à ouvrir des écoles, des dispensaires, des hôpitaux, à faire produire à la terre ce qu'elle avait de meilleur ; en un mot à lutter contre la maladie, la faim, la misère et la violence et, par l'introduction du progrès, à favoriser pour ces peuples l'accès à de plus hauts destins.*
- *Pacification, mise en œuvre des territoires, diffusion de l'enseignement, fondation d'une médecine moderne, création d'institutions administratives et juridiques, voilà autant de traces de cette œuvre incontestable à laquelle la présence française a contribué non seulement en Afrique du Nord, mais aussi sur tous les continents.*
- *Traces matérielles certes, mais aussi apport intellectuel, spirituel, culturel comme en témoigne la formation des élites francophones qui participent au sein des instances internationales et dans le monde au rayonnement de notre pays.*
- *Aussi, plus de trente ans après le retour en métropole de ces Français, il convient de rapporter l'importance et la richesse de l'œuvre que la France a accomplie là-bas et dont elle est fière. Et il est juste de saluer la part prise par ceux qui, pendant des générations, ont tant et tant fait, avec les populations qui ont partagé et enrichi nos propres valeurs et notre destin ».*

Cet extrait du discours prononcé le 11 novembre 1996 par le Président Jacques Chirac pour l'inauguration à Paris du monument à la mémoire des victimes civiles et militaires tombées en Afrique du Nord est à rapprocher de la polémique récente au sujet de l'article 4 de la loi du 23 février 2005 et du rôle positif de la colonisation. L'évocation de l'action des S.A.S. que notre bulletin s'efforce de sauver de l'oubli est la meilleure façon de contrer la campagne mensongère et intéressée de personnes qui n'ont pour la plupart aucune expérience directe d'Outre-mer, et qui obéissent à des idéologies mensongères.

Nous n'avons jamais fait la guerre à l'Algérie qui n'avait d'ailleurs pas d'existence juridique avant 62 (fameuse déclaration de Ferhat Abbas avant qu'il ne rejoigne le FLN : *« j'ai cherché l'Algérie dans les cimetières, etc., et je ne l'ai pas trouvée... »*). Nous n'avons pas fait la guerre aux Algériens non plus ...

Le principe d'un traité d'amitié avec l'Algérie ne nous choque pas, mais pas avec ses dirigeants actuels qui nous insultent impunément et réclament une repentance unilatérale de la France.

Il n'y a rien à ajouter à l'article de Mohand Hamoumou, fondateur de l'association «AJIR pour les Harkis» sur ce sujet qui nous touche tous profondément. Nous le reproduisons à la page suivante.

L'A.G. 2005 (10 février 06) a été honorée par la visite de M. Hamlaou Mekachera, Ministre Délégué aux Anciens Combattants. Le Président lui a exposé les activités et préoccupations de l'association, notamment les difficultés rencontrées par les Harkis (sens général) pour circuler entre la France et l'Algérie et par leurs familles restées là-bas pour leur rendre visite en France (problème des visas). La situation des veuves de Harkis, seules en Algérie est particulièrement préoccupante. Il s'est plaint des problèmes des Moghaznis face à la validation de leurs services par le Service Central des Rapatriés d'Agen. Enfin, il a évoqué la "galère" de certains fils de "Morts pour la France", "sans papiers" qui peuvent lire le nom de leur père au Monument aux Morts du Quai Branly !

Le Ministre a été attentif à ces problèmes. Son allocution a été saluée par une assemblée nombreuse unanime.

Daniel ABOLIVIER



**Meilleurs vœux à tous nos camarades.
Remerciements pour toutes les cartes de vœux reçues !**

ÉDITORIAL DE MOHAND HAMOUMOU

SUR LE TRAITÉ D'AMITIÉ FRANCO-ALGÉRIEN

Un traité d'amitié franco-algérien :

Oui à l'amitié, non à de nouveaux accords d'EVIAN



En mars 2003, lors de la visite d'Etat du président Chirac en Algérie les deux pays ont convenu de signer un traité d'amitié en 2005 pour consacrer « La relation d'amitié et de confiance que la France et l'Algérie entendent établir entre elles », voulue « exceptionnelle et exemplaire ».

La France a multiplié les gestes symboliques importants.

- La France a multiplié les gestes de bonne volonté pour faciliter le rapprochement, comme :
 - l'organisation de l'année de l'Algérie en France en 2003 ;
 - l'attribution de la légion d'honneur à la ville d'Alger lors de la commémoration du 60^{ème} anniversaire du débarquement de Provence ;
 - une première remise de 250 millions de dollars malgré les dizaines de milliards de dollars de réserves accumulées grâce au pétrole et au gaz ;
 - les excuses officielles de la France pour les massacres perpétrés lors de la répression des émeutes dans le constantinois de mai 1945 ;

L'Algérie elle, multiplie les insultes à l'encontre de la France.

- Avant même le projet de ce traité d'amitié, il y avait eu, une succession de déclarations hostiles :
- en 2000 le président algérien au cours de sa visite d'Etat, demande à la France sa repentance pour le fait colonial et traite les Harkis de « collabos »,
 - Zohra Drif, numéro deux du sénat algérien, au cours d'une émission d'Antenne 2 en 2003, a renouvelé l'insulte de « collabo » à égard des Harkis,
 - La préparation d'un partenariat d'exception n'a pas modifié l'attitude de M. Bouteflika. Au contraire :
 - Saïd Barkat, ministre de l'Agriculture, déclarait récemment à Oran : « La majorité du peuple algérien est contre la venue des harkis en Algérie. Car ils sont des traîtres à leur pays et à leur nation, ces vendus et vieux gradés de la honte. Quant à leurs enfants, ils seront les bienvenus en Algérie, à condition qu'ils reconnaissent de facto les crimes de leurs parents ».
 - Le 8 mai 2005, M. Bouteflika n'a pas hésité à franchir la ligne jaune en comparant la colonisation française en Algérie à l'Allemagne hitlérienne. « qui ne se souvient des jours de la honte installés par l'occupant dans la région de Guelma ? Ces jours étaient identiques aux jours crématoires des nazis ».
 - M. Bouteflika attaque régulièrement la loi du 23 février 2005 de reconnaissance en faveur des rapatriés, texte qui selon lui « représente une cécité mentale confinant au négationnisme et au révisionnisme », ajoutant « le colonialisme constitue l'un des plus grands crimes contre l'humanité que l'Histoire a connus » ;
 - fin août, c'est une « repentance » en bonne et due forme que M. Bouteflika exige de la France en rappelant « à nos amis en France, à ceux dont la conscience est encore vive, qu'ils n'ont pas d'autre choix que de reconnaître qu'ils ont torturé, tué, exterminé de 1830 à 1962, qu'ils ont voulu anéantir l'identité algérienne » ;
 - Le président algérien a appelé la France « à faire son mea culpa pour les exactions commises durant sa présence coloniale en Algérie » et menacé « que le traité d'amitié reste conditionné par une reconnaissance solennelle par la France des atrocités commises de 1830 à 1962. »

La France courbe l'échine.

Face cette avalanche d'agressions, le silence des autorités françaises est étourdissant. Le président Chirac et le gouvernement répètent leur détermination à signer ce traité et ne tarissent pas de déclarations apaisantes, amicales quelles que soient les déclarations algériennes. L'Etat français feint de ne pas entendre ces offenses répétées et de ne pas savoir que le régime de Bouteflika, opprime les Berbères, emprisonne des journalistes, discrimine les femmes. L'impression donnée de vouloir ce traité à tout prix rappelle l'attitude lors des funestes accords d'Evian. Au diable notre passé, nos valeurs, l'honneur de notre armée, la vérité historique, la défense de l'honneur de nos concitoyens Pieds Noirs et Harkis.

Comment les rapatriés d'Algérie de toutes origines, Harkis et Pieds noirs qui ont payé le prix fort pour leur double attachement à la France et à la terre d'Algérie, ne se sentiraient-ils pas blessés, humiliés et sacrifiés ? Comment les anciens combattants, les militaires pourraient-ils ne pas souffrir d'être assimilés aux nazis sans la moindre protestation des autorités françaises ? Comment les jeunes Français, quelles que soient leurs origines, ne seraient-ils pas perturbés par l'image odieuse de la France imposée par l'Algérie ?

L'amitié suppose d'abord le respect mutuel

Des gestes forts de respect, de vérité et de sérénité doivent précéder ce traité d'amitié, comme le fait de rejoindre l'organisation de la francophonie, la libre circulation en Algérie pour les anciens harkis, l'ouverture des archives algériennes, la reconnaissance des massacres de civils après les Accords d'Evian, ou encore l'engagement de l'Algérie de protéger et de participer à la restauration des anciens cimetières français.

Sinon, quelle que soit la forme diplomatique du document signé, ce ne sera qu'un marché de dupes, comme les accords d'Evian en 1962.

Ne laissons pas les lâchetés diplomatiques d'aujourd'hui empoisonner les relations franco-algériennes de demain. Les peuples algérien et français méritent mieux.

Article paru dans le
"Bulletin du Secours de
France"
Noël 2005

Mohand HAMOUMOU
Fondateur d'AJIR POUR LES HARKIS

SOUVENIRS D'ALGÉRIE (1956-1959)

CDT ÉDOUARD DE MONTALEMBERT (CYR 39/40)

À DES TROUPES DE MARINE CHEF DE S.A.S.



L'ARRIVÉE

Venus de Marseille à bord du "SS Sidi-Ferruch" nous avons débarqué à Alger le 12 avril 1956. Nous sommes une soixantaine de camarades du CMISOM (Centre Militaire d'Information et de Spécialisation pour l'Outre Mer). Tous de Métropole, nous avons reçu une formation de base de trois mois pour devenir Officiers des Affaires Algériennes, Officier SAS, comme l'on dira couramment (SAS voulant dire section Administrative Spécialisée).

La lenteur des bureaux nous effraie ; nous mettons presque huit jours à faire le pied de grue devant le siège du Directeur des Affaires Algériennes, M. Vrolyck assisté du Colonel Lamourère. Je suis affecté à Aumale auprès du Chef de la Commune Mixte, M. Lebrand.

Auparavant, je me présente au Secrétariat Général de la Préfecture d'Alger. M. Grégoire, personnage très actif, distribuant de nombreux coups de téléphone, annotant sa grande carte des SAS, nous attribuant des jeeps, des postes radios, même des pistolets-mitrailleurs, qu'il allait chercher sur son balcon. Il approuvait les projets de SAS par vingtaines, répartissait les crédits par millions.

Personne dans l'administration ne prononce le mot "rébellion", les mots d'ordre sont de dire : "tout va bien, rien n'est changé", l'administration a le pays en main, les Officiers SAS sont un personnel de complément prêtés par l'Armée pour aider à la tâche très lourde des Administrateurs Civils des Communes Mixtes. Pour leur sécurité les Officiers SAS peuvent recruter une "harka", construire un bordj, mais surtout apprendre le métier d'administrateur, la routine de la papeterie et ne pas empiéter sur les attributions des-dits Administrateurs. nous sommes bien loin des

modes de guerre révolutionnaire apprises au stage du CMISOM sous la direction du Colonel Lacheroy.

Je peux enfin gagner mon nouveau poste d'Aumale. Il faut partir en convoi avec une escorte militaire d'une unité d'artillerie qui y est stationnée. Nous sommes plusieurs Officiers SAS en deux voitures, une jeep et un 4/4. Nous traversons les belles gorges de Palestro au travers d'un tunnel routier pour gagner Bouira, le plateau ; la vue est très étendue, une pluie fine tombe et les champs sont déjà presque recouverts des récoltes mûrissantes. À 17 heures, après cinq heures de route, nous arrivons à Aumale ; nous couchons dans le seul hôtel de la ville, assez crasseux mais sympathique.

Aumale : 25 avril 1956

Je me présente à M. Bussières, natif d'Oran ; il a le type espagnol et les manières aristocratiques. Certes il se rend compte que le pays lui échappe : chaque attentat, chaque embuscade, chaque menace sur ses administrés atteignent directement son autorité, mais il affecte lui aussi un optimisme de commande et cependant il a peur, une peur physique qu'il arrive à dominer, frayeur aussi de ne pas être à la hauteur des événements, de sentir son autorité et celle de la France tomber en quenouille.

Je me présente aussi au Colonel Keller, commandant le Secteur, (trois ans plus tard il sera mon colonel au 3^{ème} Régiment d'Infanterie de Marine où je serai affecté à Rueil-Malmaison). Il est réputé comme spécialiste du Renseignement. C'était une belle figure de chef expérimenté, modéré mais agissant. Comme partout en Algérie, il ne pourra pas empêcher la rébellion de couvrir son Secteur, les embuscades d'être meurtrières et les rebelles introuvables. Mais il faut ménager ses troupes : spahis, tirailleurs du 1^{er} RTA à majorité

musulmane et les bataillons de rappelés sans expérience militaire.

Enfin je prends contact avec mon chef direct, M. Lebrand, Administrateur des Services Civils, homme énergique et expérimenté, "Pied-Noir" de la région de Bône, sans grande instruction, s'étant haussé à la force des poignets ; de petite taille, il en avait le complexe et dans un pays où l'autorité est de mise, il en abusait même avec moi.

Je n'ai pu m'entendre avec lui du fait de sa brutalité naturelle. Comme tous les Administrateurs des Services Civils, il se rendait compte que le pays lui échappait mais il pensait que ce ne serait qu'un mauvais moment à passer et que tout reviendrait dans l'ordre.

Ses méthodes d'administration demeuraient archaïques comme tout ce qui existait alors en Algérie. Entourés d'une douzaine de Caïds obséquieux, chacun responsable d'un douar, il ne pouvait avoir le contact avec l'âme même du pays. Du reste une bureaucratie entravait l'action administrative. M. Lebrand avait cependant l'énergie et le courage de faire des tournées sur son territoire autant qu'il était possible et au début je l'accompagnais : il s'agissait de foncer sans escorte sur les routes à 140 à l'heure dans sa traction-avant, armé seulement d'un vieux pistolet ; ainsi pensait-il déjouer les embuscades.

J'étais responsable de trois SAS qui venaient d'être créés, l'une à Masqueray, l'autre au Sud à Oued-Guettrini où se trouvaient les puits de pétrole, la dernière à l'Est, à Bordj OKriss. Je faisais donc la liaison entre les Officiers commandant ces postes et M. Lebrand responsable de la Commune Mixte d'Aumale. Que veut dire ce mot ? Une Commune mixte comprenait, outre des villages calqués sur le modèle de la Métropole avec son maire en général "Pied-Noir" et son

conseil municipal, ensuite de vastes territoires ruraux ayant conservé le système administratif traditionnel avec une division en “douars” commandés par un Caïd nommé par l’administration, assisté d’un “khodja”, ayant des pouvoirs de police et de justice, suivant la coutume locale ou la loi coranique.

Cette Algérie de l’intérieur semblait ne pas avoir évolué depuis la colonisation du XIX^{ème} siècle, si ce n’est que la population arabe ou kabyle était devenue très nombreuse et que les “Pieds-Noirs” de ces petites bourgades des hauts plateaux n’étaient plus composés que de 4 ou 5 familles sur la cinquantaine qu’ils étaient au siècle dernier. La masse, les jeunes surtout, résidaient dans les grandes villes, principalement Alger, pour devenir fonctionnaires ou agents des services publics comme la Poste ou l’Éducation Nationale.

Les autorités avaient bien perçu cet état d’abandon administratif en plus de l’insécurité et du terrorisme. On en revenait à un système qui avait fait ses preuves dans les territoires du Sud : les Bureaux des Affaires Indigènes où exerçaient des officiers compétents, au contact des populations, protégés au besoin par une garde, le “Maghzen” formé de “Harkis” recrutés sur place.

C’était ce que nous devions être, nous, Officiers SAS auprès des autorités locales. Nous avions de la bonne volonté, mais seulement trois mois de formation pour connaître ce pays, sa langue et la guerre révolutionnaire. Il a été constitué 700 SAS durant ces années de “Guerre d’Algérie”.

Parmi ces officiers, les uns rêvaient d’une carrière de bureaucratie, heureusement c’était la minorité ; d’autres se sont heurtés à l’Armée, parce que pacification et répression ne vont pas ensemble. Mais la plupart ont compris leur

rôle difficile entre l’Armée, l’Administration locale, la population à contacter et l’infiltration terroriste à éviter. Quelques uns ont payé de leur vie, victimes des embuscades sur le route, des trahisons, des assassinats. Bref, c’était un métier dangereux mais combien exaltant.

J’ai commencé par prendre contact avec mes différentes SAS. D’abord Masqueray où se trouvait le Lieutenant Balloir et son personnel. Masqueray est un petit village avec ses bâtiments administratifs, son école, son marché, un petit noyau européen, quelques maisons, quelques arbres ; au loin des collines dénudées, une population arabe, jeune, pauvre, grouillante, inemployée, fréquentant les cafés maures. Le bordj de la SAS est en construction, bien enclos de murs, à l’abri des attaques. De même se bâtit un énorme bloc, la future gendarmerie ; une compagnie de Tirailleurs Algériens stationne au village et patrouille constamment dans les djebels.

Aux environs se trouvent les ruines très parlantes d’une ville romaine dénommée “Rapidi” ; on en voit les murs d’enceinte, la base des maisons, des stèles funéraires, des colonnes éparses : c’est très impressionnant. Outre le village de Masqueray, il y a aussi le marché de Souaghi ; nous y allons pour prendre contact avec les autorités locales : Caïd, Mokadem, Khodja ; c’est pour montrer notre présence, les rassurer, appuyer leur autorité.

Ce n’est pas sans danger ; je me souviens d’un jour où l’on disait qu’il y aurait sûrement un attentat sur le marché comme la semaine précédente ; la tente du Caïd était au milieu du marché ; il fallait marcher jusque là au milieu d’une foule arabe très dense, chaque burnous pouvait cacher une arme ou une grenade et tous me regardaient, semblait-il pour juger de mon courage ou de ma lâcheté ? J’ai heureusement traversé

cette épreuve sans dommage et suis arrivé à la tente pour saluer le Caïd et ses adjoints blême de peur ; j’ai bu la tasse de thé servie à toute allure puis la tente fut rapidement démontée.

Une autre fois sur le marché de Masqueray, j’étais assis au café maure avec mes collègues, lorsque deux arabes nous ont adressé la parole. Le lendemain ils étaient égorgés ; j’ai vu leurs cadavres ; ils avaient les poignets attachés dans le dos par du fil de fer et s’étaient débattus violemment. Ils payaient le crime d’avoir seulement parlé à un représentant du Pouvoir en place. C’est cela le terrorisme.

Je vais maintenant visiter ma deuxième SAS à Bordj OKriss, commandée par le Lieutenant Fillion. Elle est à l’Est d’Aumale protégée par un camp militaire : particularité du lieu, la rivalité des bandes FLN et MNA. Front de Libération Nationale contre Mouvement Nationaliste Algérien. Il n’est pas rare de trouver le matin sur la route des cadavres égorgés. Une première fois j’accompagnais mon patron, mais la deuxième fois j’y allai seul avec quelques Harkis dans un camion que notre Administrateur avait transformé en un blindé avec juste de petites fentes pour voir la route. En cas d’embuscades, on était à l’abri des balles, mais impossible de quitter le véhicule s’il était immobilisé, impossible de bondir sur l’adversaire en l’arrosant copieusement pour le faire déguerpir afin de sortir de ce mauvais pas. La situation à Bordj OKriss était la même qu’ailleurs : beaucoup de militaires, des bandes rebelles qui passent invisibles terrorisant la population la nuit, pas de contact locaux sauf les jours de marché.

Je suis resté très peu de temps à Bordj OKriss car je devais faire un remplacement dans ma troisième SAS à Oued Guétrini, le titu-



► laire partant en permission. J'ai donc remplacé le Lieutenant Tour-noux du 9 juin au 31 Juillet 1956. Il me semblait être redevenu Chef de Section après avoir commandé une Compagnie. Ce n'était pas humiliant et combien de capitaines rêverait de retrouver un contact plus direct avec leur Troupe ou avec la population qu'ils administrent. Entre parenthèse, M. Lebrand était bien content de se débarrasser de moi car jusqu'ici, je n'avais pas eu d'autres fonctions que de marcher dans ses brisées et détruire sa soi-disant autorité.

Oued Guetrini était la SAS où se trouvaient les puits de pétrole au Sud d'Aumale. Imaginez un espace de légères collines sans arbre, couvertes de végétations rabougries plus lunaires que terrestres. Dans ce site les bras d'innombrables pompes montent et descendent comme les pattes de sauterelles géantes, seule trace de vie dans ce lieu désertique. La SAS est à quelques kilomètres de ce lieu sur la route qui mène à Bou Saada à la porte du grand désert. La Société d'exploitation des Pétroles (la R.E.P.A.L.) est bien installée avec ses bureaux, son club, sa piscine, ses villas pour les familles et son garage de gros camions. Tout ce monde nous accueille avec plaisir. Nous sommes protégés par une batterie d'Artillerie sans canons... parmi le personnel civil qui vit avec nous, il y a un jeune Algérien qui me paraissait bien louche ? Il se déplaçait souvent à Alger sans escorte : je l'ai soupçonné sans preuve, d'être l'agent chargé par le FLN. de rançonner la Société contre la sécurité sur les routes, car c'est un fait notoire que jamais les camions-citernes de la Société, circulant sans escorte, n'ont été attaqués. Le Contingent militaire commence à arriver en masse ; les militaires sont de plus en plus nombreux dans les villages ou hameaux mais dans les opérations militaires engagées, il ne trouvent que le vide

devant eux. Par contre les convois militaires tombent souvent dans les embuscades dressées par le FLN. sur les routes. Quand j'étais à la SAS de Oued Guetrini en juin-juillet 1956, la batterie d'Artillerie qui nous gardait fut appelée en opérations de représailles deux dimanches de suite. Après ces embuscades meurtrières, notre SAS aussi a été attaquée aussi une fois en se rendant au marché de Mamora, (je n'y étais pas, ce n'était pas mon tour), notre camion a pu dépasser l'embuscade en écrasant l'obstacle, puis sous le commandement de mon brave adjoint, l'Adjudant Diener et de Georges Torrent, étudiant nouvellement arrivé d'Alger, les Harkis ont foncé sur les rebelles et les ont dispersés à coup de grenades et de tirs avec leurs fusils ou de pistolets-mitrailleurs ; la leçon à en tirer : dans une embuscade, il ne faut pas rester passif.

Malgré ces incidents qui n'étaient pas courants, la vie quotidienne s'écoulait tranquille et régulière. Mon rôle consistait à prendre

contact et rassurer les populations qui vivaient sous la menace du FLN. Nous avons l'espoir d'y arriver petit à petit, mais l'organisation administrative se diluait peu à peu ; les Caïds démissionnaient, l'impôt ne rentrait pas, très peu de monde venait à la SAS qui était pour eux une nouveauté ; très peu de rapprochement aussi entre la SAS et l'Armée, chacun restait dans son cocon d'idées reçues et la guerre révolutionnaire n'avait pas pénétré dans les mentalités sauf des dirigeants du FLN.

Nous avons trop peu de renseignements sur nos ennemis. Un jour un suspect pris dans une opération militaire fut interrogé avec un peu de brutalité par mon adjoint, M. Lebrand fut mis au courant par l'un de ses espions et demanda ma mutation. Je quittai l'Oued Guétrini avec regret et l'on m'affecta à la SAS de Bir Rabalou que je devais créer.

(à suivre...)

Localisation des S.A.S Masqueray - Oued Guétrini - Bordj OKriss

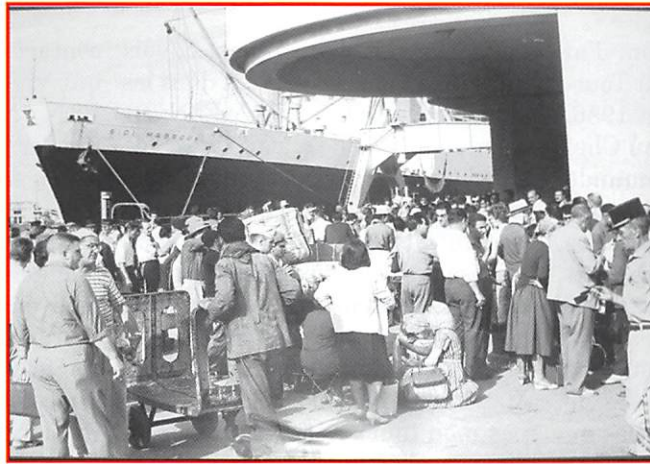


Extraits Carte Michelin N° 172

LA GUERRE D'ALGÉRIE

EXTRAIT DES MÉMOIRES DE JACQUES PETITMENGIN
INGÉNIEUR GÉNÉRAL DU CORPS DES MINES

Arrivés à 1962, cette année charnière dans l'histoire de l'Algérie, il convient de revenir sur le drame vécu par ce pays depuis la Toussaint 1954. Pendant dix ans, jusqu'à mon départ aux charbonnages, j'ai passé en moyenne une semaine par mois en Algérie, soit au titre du BRP (1), soit pour la REPAL (2).



Exode 1962

J'ai donc vu de près ce qui se passait sur le terrain, et la tragédie que vivaient les Algériens : le terrorisme urbain et la bataille d'Alger, gagnée par les paras de Massu ; le fol espoir du 13 mai 1958, de l'Algérie française et de l'intégration, apparemment endossés par le général De Gaulle à son retour ; le tournant progressif amorcé quand il annonça "l'autodétermination" en septembre 1959.

Je me souviens pourtant de l'ambiguïté des paroles prononcées deux mois plus tard à Bougie, le 6 décembre, lors de l'inauguration du pipeline venant d'Hassi-Messaoud, par Michel Debré, Premier Ministre, accompagné d'une brochette de ministres et devant au moins vingt-mille personnes : *"La France poursuit et poursuivra son œuvre de pacification, de transformation et de liberté. La pacification sera menée jusqu'à son terme. Sans doute la grande voix du Général De Gaulle a-t-elle fait l'offre en personne d'un cessez-le-feu. Mais à ceux qui veulent poursuivre ce combat fratricide et inutile, je dis ; sachez que quelle que soit la réponse à cette offre, la présence et l'autorité de l'armée mèneront jusqu'à son terme la pacification nécessaire... Enfin, pour assurer l'avenir des nations, il faut la force, la foi et la liberté. La France a la force et la foi, et seule, sur cette terre d'Algérie, elle peut amener la liberté à triompher"*. Pas un mot sur l'autodétermination. Et, comme tous les assistants, j'avais cru entendre que la France était là pour toujours, même si cela ne figurait pas sur le texte écrit...

Les désillusions furent amères ! Dès janvier 1960, ce furent les barricades, après le limogeage de Massu ; en avril 1961, le putsch des généraux, et, après son échec, la montée en puissance de l'OAS. Les accords d'Évian furent signés le 19 mars 1962, et une fusillade fit 46 morts rue d'Isly à Alger le 26. Le bilan aurait sans doute été bien pire sans le courage d'Armand Luxo qui s'interposa face aux soldats paniqués, et dont

toute la France entendit à la radio le pathétique *"Au nom de la France, halte au feu !"* Il s'en tira avec une balle qui traversa son manteau...

J'eus l'occasion quelques semaines plus tard d'aller voir le préfet d'Orant, pour les affaires de la SOMOS (3) ; le spectacle était apocalyptique ; une ville en grève et en état de siège, des blockhaus en sacs

de terre à tous les carrefours, partout des soldats sur pied de guerre, des montagnes d'ordures encombrant les rues, les dépôts d'essence incendiés, les services publics pratiquement paralysés ; mais le comble fut atteint en juin, quand la panique s'empara de tous les français habitant dans le bled, orchestrée par l'OAS d'un côté et quelques attentats bien ciblés du FLN de l'autre, sans que ne bouge l'armée française- qui avait encore 500.000 hommes sur le terrain. Les familles, généralement modestes (les gros colons étaient partis depuis longtemps) chargeaient leurs voitures de leurs biens les plus précieux et s'enfuyaient vers les aéroports où elles abandonnaient leurs véhicules et allaient s'entasser dans l'aérogares par milliers, avec femmes, enfants et vieillards ; ils y passaient plusieurs jours en attendant une place d'avion. Aucun vol supplémentaire ne fut mis en place : il aurait suffi d'un Boeing 707 faisant la navette pour vider rapidement ces halles étouffantes. Quel immense gâchis !

J'avais toujours considéré qu'une évolution de l'Algérie vers une autonomie plus ou moins grande était inévitable. Compte tenu de la concentration régionale très inégale des pieds-noirs et des immenses efforts faits par la France au Sahara, j'avais été un moment séduit par la formule du partage de l'Algérie avancée par Alain Peyrefitte. Mais personne n'en voulait. Aussi m'étais-je rallié aux accords d'Évian, comme la grande majorité des Français, faisant confiance au général sur la validité de son analyse et sur sa volonté d'appliquer les accords, quelque imparfaits qu'ils aient été. Et voilà que trois mois à peine après leur signature, un des volets essentiels des accords, le maintien en Algérie des Français qui y habitaient, n'était pas appliqué. Certes l'OAS y était pour beaucoup ; mais comment accepter que des femmes, des enfants, des vieillards, qui n'étaient pour



rien dans les crimes de l'OAS, paient si chèrement l'affront fait au général ? Ce fut ensuite les massacres de dizaines de milliers de harkis, sans que l'armée française ne fasse un geste, pas plus que lors des enlèvements et assassinats bien ciblés de quelques français, pour accélérer l'exode des pieds-noirs ; pendant tout le second trimestre de 1962, les rues d'Alger étaient encombrées de cadres de déménagement ; tous les Français partaient ; leurs maisons et appartements étaient rapidement déclarées "biens vacants" et occupés, sans indemnité ni loyer par des familles algériennes. Ces dérives auraient été stoppées net si la France avait tapé du poing sur la table ; l'armée française, face à une ALN sans aucune expérience militaire - elle ne s'était jamais battue - était suffisamment dissuasive sans qu'il soit besoin de combattre... Mais De Gaulle donnait l'impression d'avoir voulu régler au plus vite un problème algérien qui l'avait trop longtemps empêché de mener la grande politique mondiale qu'il ambitionnait.

J'en eu la confirmation directe quelques années plus tard, à l'occasion d'une discussion avec un collègue algérien de la REPAL, ancien ministre du GPRA. Il me fit à peu près la réflexion suivante : *"La signature des accords d'Évian a été pour nous une divine surprise ; l'armée française avait gagné la guerre ; le FLN ne pouvait plus se manifester en Algérie, nos bailleurs de fonds nous coupaient les vivres. De Gaulle n'avait qu'à attendre six mois de plus, nous aurions été contraints et forcés d'accepter toutes ses conditions"*.

Confier l'Algérie, comme le fit De Gaulle à des terroristes doctrinaires et totalement inexpérimentés, était un pari audacieux dont les Algériens, 30 ans plus tard, paient encore le prix. ■

Jacques Petitmengin

Notes : (1) B.R.P = Bureau de recherche Pétrolière
 (2) S.N. REPAL (ou REPAL) = Société Nationale de Recherche et d'Exploitation des Pétroles en Algérie.
 (3) SOMOS = Sté des Monomères de Synthèse



Lundi 28 novembre 2005 **5**

LA PHRASE

J.-J. Descamps et la mémoire des rapatriés d'Algérie

« Je n'accepte pas que, sous couvert de raconter l'histoire sous un angle idéologique, certains enseignants mettent en cause mon honneur d'ancien officier en Algérie. »

Jean-Jacques Descamps a servi pendant deux ans en tant qu'officier SAS en Algérie. A ce titre, le député de la 3^e circonscription d'Indre-et-Loire entend dénoncer énergiquement la proposition de loi du groupe socialiste qui sera soumis mardi prochain à l'Assemblée. Le texte remet en cause l'article 4 portant reconnaissance de la Nation aux rapatriés et fait référence au rôle positif de la présence française en Algérie. « Je suis un des rares députés à avoir servi la France en Al-

gérie, s'enflamme Jean-Jacques Descamps. Je peux témoigner de l'action de la France et des Pieds-Noirs de l'époque pour développer et pacifier l'Algérie avant qu'ils ne s'en retirent dans les conditions que l'on sait. »

Le député du Lochois estime avoir contribué « de façon positive » au développement du pays dans sa fonction militaire, à la fois comme « administrateur, constructeur, enseignant et responsable de l'ordre ». Il déplore que certains « cherchent à donner mauvaise conscience à nos enfants en leur racontant, à leur manière, la guerre d'Algérie ».

Voilà qui ne devrait pas manquer d'alimenter le débat parlementaire.

Article de "La Nouvelle République du Centre-Ouest" de notre camarade J.J. Descamps, ancien ministre, député de l'Indre & Loire.

Communiqué :

Le Soixantième Anniversaire de
 L'ALGÉRIENNE - C A P F A
 Cercle des Anciennes Provinces française d'AFN
 sera célébré :

Samedi 13 mai 2006

dans les salons de l'UNESCO Place Fontenoy à PARIS
 sous la présidence de M. Poncelet
 Président du Sénat

en présence des anciens ministres des rapatriés.

La rencontre sera suivie à 18 heures 30
 par un dépôt de gerbe sur la tombe du soldat Inconnu à
 l'Arc de Triomphe

Tous renseignements en téléphonant au 01 45 62 18 45
 et réservation pour le repas (45 Euros) à :
 CAPFA 182 bd Haussmann 75018 PARIS

RELATION ENTRE LA

EXTRAIT DES MÉMOIRES D

S-LT ADJOINT DU CHEF DE LA SAS DE

Notre camarade m'a autorisé à publier des extraits de l'ouvrage qu'il vient d'écrire et qu'il réservait à ses proches. Il était choqué, en effet, de l'ignorance des Français et même de sa famille sur tout ce qui concerne la relation entre la France et l'Algérie. Il serait souhaitable que tous les Français et particulièrement les jeunes puissent lire cet ouvrage très clair et très pédagogique. Malheureusement, après de longues années de silence sur la question, les médias sont maintenant réservés à des "intellectuels orientés" sans grande expérience de la réalité...

J'ai choisi les passages où notre camarade relate son expérience directe de 20 mois de "SAS", fidèle en cela à notre ligne éditoriale : des témoignages concrets à la première personne... Les excellentes photos sont de l'auteur.

J'ai une expérience personnelle du secteur dont il s'agit, ayant fait un stage d'une quinzaine dans la S.A.S. voisine "d'Aïn-Boucif" au moment même où le S-Lt d'Acremont arrivait à celle de Maginot. J'en ai parlé dans un article du Bulletin N°19 (mars 2003) "Les Tours d'Aïn-Boucif". J'ai recueilli un témoignage effroyable sur ce qui s'est passé à Aïn-Boucif après le départ de l'armée française : cette personne, maintenue en poste en tant que fonctionnaire, a vu défiler tous les hommes de la Force Auxiliaire Franco-Musulmane de Si Chérif et les Moghaznis de la S.A.S. les yeux arrachés pendant sur les joues, avant leur exécution.

Pour les S.A.S. de Maginot, Aïn-Boucif et El-Hamel, un seul dossier de Moghazni a été traité par l'association pour Maginot et El-Hamel, un dossier pour la F.A.F.M. et aucun pour Aïn-Boucif, cela constitue une confirmation du massacre généralisé des Moghaznis (et Harkis) dans cette région.

Un article sur les courageux colons européens qui sont restés dans la région jusqu'à la fin aurait sa place dans notre bulletin. Ils labouraient leurs champs avec leurs tracteurs, un mitraillette sur les genoux. Je les ai évoqués dans le Bulletin N°19 de mars 98 (Les Tours d'Aïn-Boucif). (Maginot a repris son nom arabe, Chelallat El Adhaouara).

Daniel Abolivier

Un Officier commande la S.A.S. et administre un ou plusieurs "Douars" (Communes). À Maginot les deux Communes étaient "Zemlane" et "Taфраout" d'une superficie totale de 650 km² (30 km d'Est en Ouest et 35 km du Nord au Sud environ). Au Nord c'est une barre de montagnes orientées est-ouest culminant à 1400 m. La moitié Sud c'est le début des hauts plateaux coupés d'oueds profonds et invisibles et d'un seul "kef" (ou montagne) presque infranchissable par son côté Sud à pic : le "Kef Affoul". Une seule petite route goudronnée rejoint Sidi-Aïssa puis Aumale à l'Est, Aïn-Boucif, Berrouaghia, Médéa à l'Ouest. Les deux hivers passés nous fûmes bloqués par la neige 10 à 15 jours consécutifs ; l'été est très supportable à cause de l'altitude de 1000 m, même si parfois la température monte à 40°.

Le rôle de l'officier est multiple selon les circonstances et selon l'administration locale déjà existante. Il est tantôt maire, conseiller, juge de paix en réglant les "Chikayas", con-



Fête du 11 novembre : le Capitaine à côté de Monsieur le Maire... et des anciens combattants

seiller économique ou technique, constructeur, entrepreneur de travaux, directeur d'école, soldat... et généralement tout à la fois.

Le F.L.N. les craint à cause de son ascendant sur la population. En effet l'Officier S.A.S. était pour les populations autochtones et européennes généralement un symbole de paix, de justice, de droiture, d'au-

torité et de "présence française". D'où généralement un grand respect de l'Officier S.A.S. Il était aussi reconnaissable de loin avec son képi bleu clair. Ces Officiers sont généralement des volontaires de l'armée d'active ou du contingent et parfois des civils par suite de leur formation administrative. Ils ne dépendent plus de l'armée mais du Gouvernement Général de l'Algérie pour lequel ils sont chargés d'appliquer le Plan de Constantine qui consiste en :

- Rôle économique par la rénovation du "Bled" (c'est-à-dire les campagnes) et la création de sources de travail et de revenus locaux.
- Rôle social par la promotion des habitants et les contacts avec la population, la formation de la jeunesse en créant des écoles, des foyers de jeunes, les foyers des Anciens Combattants ("Dar el Askri").
- Rôle administratif en formant les éléments administratifs de la population.

FRANCE ET L'ALGÉRIE

LE FRANÇOIS D'ACREMONT

MAGINOT - TITTERI AUMAË 1959-1961



- ▶ Rôle de protection de la population de quelque origine qu'elle soit.
- Aide sanitaire avec l'A.M.G. (Assistance Médicale gratuite) pour les population

L'Officier S.A.S. prend tous les contacts possibles avec la population, les fellahs (paysans) des Douars et les chefs religieux locaux. Il est cependant en liaison étroite avec la gendarmerie locale et les unités militaires dont il demande éventuellement la protection. Il recherche également le renseignement sur les rebelles et cherche à neutraliser leur action et leur influence sur la population. Il dispose pour cela de son propre groupe de protection, le "Maghzen", composé de trente "goumiers" (ou moghaznis).

L'Officier adjoint, qui commande directement cette petite unité, disposait en plus vers la fin d'une petite harka forte d'une douzaine de harkis: tous sont volontaires bien sûr, il y a des jeunes et des Anciens Combattants, campagne de France, Indochine, souvent très décorés. Nous accordions une grande confiance à ces hommes qui nous le rendaient bien. Nous "crapahutions" de jour et de nuit, en embuscade, en reconnaissance, en recherche de sources pour les captages ou des améliorations des débits de sources, en recensement, en fouilles de terrain pour débusquer des rebelles éventuels, avec fouilles de "mechtas" (habitations traditionnelles des campagnes), les recherches de caches servant de refuge aux rebelles pour y mettre à l'abri armes et nourritures ou encore pour profiter des moyens d'une petite infirmerie ou plus simplement pour se reposer.

L'Officier adjoint, Chef de Maghzen (pouvant être aussi un sous-officier), en plus des tournées dans les Douars, les fouilles de terrain et d'habitations à la recherche d'éventuels Fellaghas, les recherches de points d'eau pour les éventuels regroupement de populations envisagés (pour lesquels nous n'étions

d'ailleurs guère favorables), les patrouilles de nuit pour surprendre les rebelles qui abattaient les poteaux électriques et téléphoniques, les rondes de nuit pour les sentinelles, était aussi le Directeur du Foyer Sportif ce qui fait que presque chaque dimanche il partait avec les jeunes du Foyer dans les villages voisins avec une escorte de Goumiers pour disputer des matches de football amicaux. Il était aidé dans cette mission par deux jeunes Algériens qui avaient été formés à Issoire au C.F.J.A. (Centre de Formation de la Jeunesse Algérienne) pour animer les Foyers Sportifs, ce dont ils se tiraient généralement fort bien. (Que sont-ils devenus dans la tourmente ?...).

La mission de la S.A.S. était essentiellement de pacification c'est à dire de protection des populations contre toute exaction, d'assistance de toutes sortes, de construction, d'éducation.

Par exemple

- Nous avons, grâce aux compétences du Capitaine chef de S.A.S. (officier d'active de l'Arme du Génie) un chantier de carrières de pierre avec une quinzaine d'ouvriers pour permettre de construire des maisons dans le village ou effectuer d'autres travaux de voirie : le Chef de chantier arabe était assisté de notre conducteur de camion blindé, fils de colon, qui avait la responsabilité de l'explosif et des détonateurs.
- Nous avons refait des passages d'oued au moyen de radiers.
- Nous avons planté des centaines d'arbres dans le village avec l'aide des goumiers.



Le St-Lt en tournée dans le Sud, dans une "Khaïma"

- Nous avons protégé les nombreux troupeaux de moutons en effectuant des tournées de vaccination contre la clavelle sur tout notre territoire. (Nous avons vacciné jusqu'à près de 3000 moutons dans la même journée, le vétérinaire civil (avec sa "Dauphine tous-terrains"), un goumier et moi-même, et bien sûr, la protection des goumiers.
- Nous avons protégé les récoltes des colons pour empêcher les rebelles de les détruire par le feu.
- Nous avons créé un dispensaire avec l'aide du médecin militaire et les femmes de gendarmes et de colons bénévoles. Un jour il m'a fallu décider l'infirmier militaire, en l'absence du médecin, à procéder à un accouchement pour lequel je l'assistais (un beau petit bébé qui repartit aussitôt dans les bras de sa mère !).
- Nous avons maintenu et développé l'école comprenant une centaine d'enfants y compris les enfants du Capitaine, ce qui était un bel exemple pour la population.
- L'épouse du Capitaine animait toutes les semaines un "ouvroir" pour apprendre aux femmes du village, qui le voulaient, à coudre, tricoter, cuisiner et exécuter tous les travaux utiles dans l'intérieur familial, y compris les notions

d'hygiène souvent ignorées (quand je dis "nous", je pense surtout à l'impulsion donnée par le Capitaine et son épouse).

Le marché

Principal élément social de la vie, rassemblant plus de 3000 hommes des Douars, a toujours lieu le jeudi chaque semaine. Compte tenu des habitudes, il y avait très peu de femmes. Un seul attentat a eu lieu, blessant un harki et tuant une vache; l'auteur a été tué sur place au cours de sa poursuite par une patrouille de sécurité car il y avait généralement pour chaque marché une patrouille de harkis ralliés, une patrouille de la Gendarmerie et une patrouille de la S.A.S. qui, elle en plus, opérait le contrôle et la fouille aux différentes arrivées sur le marché. Les habitants faisaient souvent de nombreux km pour venir au marché très animé et pittoresque avec tous les étalages possibles, l'échange de nouvelles, le conteur d'histoire, les joueurs de cartes, les étalages en tous genres à même le sol : fruits, légumes, dattes, demi-bœuf accroché au esse de l'étalage en plein air, les belles couleurs des écheveaux de laine séchant au soleil, et puis au milieu de toute cette vie : des moutons, des chameaux, des ânes, des poules... et des enfants bras-dessus-bras-dessous fouinant une trouvaille dans les restes... Un jour de marché où je passais en jeep

quelque fellah me remit gentiment quelques œufs..., parfois j'allais prendre un thé à la menthe dans une échoppe... bref, le jour de marché était mon jour de détente tout en ayant toujours un œil sur le marché, la population et "mes gens" pour assurer la sécurité.

Les fêtes et les animations

Je les résume, car bien qu'un peu secondaires devant les événements vécus, elles avaient une grande importance pour la vie sociale et les habitudes de la population qu'il était bien normal de respecter.

Les Méchouis avaient lieu tous les ans à la S.A.S. et chez les F.A.F.M. (Force Auxiliaire Franco Musulmane : unité supplétive composée de rebelles ralliés) pour fêter le 11 Novembre avec tous les Anciens Combattants invités et pour fêter la fin du Ramadan, "l'Aïd El kébir". C'étaient de grandes et belles journées commençant par le lever des couleurs puis l'accueil des invités et enfin le méchoui préparé par les goumiers et les hommes des F.A.F.M.

La fête au Marabout de Sidi Saïd où toute la population se retrouvait y compris les femmes en robes chatoyantes et de toutes les couleurs, avec les danseurs que la foule encourageait jusqu'à l'épuisement.

Les fêtes chrétiennes à l'église du village car le curé d'Aumale venait au village à peu près une fois par mois. Cela nous rappelait la France et aidait à un peu de recueillement dans cette vie d'action.



Jeunes bergers

Le curé venait d'ailleurs sans escorte et sans protection, sauf le "Bon Dieu". Quant aux colons, une partie de leur denier du culte était le fruit de la culture d'un champ affecté chaque année à cet effet pour aider le curé à vivre décemment. Ce curé revint en France après l'indépendance et après avoir constaté bien des faits affreux qu'il put me raconter.

Le coucou offert par les bergers après la vaccination des troupeaux.

Les galettes apportées spontanément par les petites filles lors de nos tournées dans le bled et la fouille des mechtas.

Si cet ensemble est autonome sur son territoire, il est indispensable de prévenir les voisins militaires de ses intentions de mouvements sur son secteur afin d'éviter les surprises désagréables, avec méprise possible, et pour cordonner les actions propres aux uns et aux autres.

Les voisins et amis

Une Compagnie d'Artillerie était mitoyenne de notre enceinte. Elle disposait souvent de deux automitrailleuses AMM8 en détachement au village pour les convois réguliers à la sous-préfecture d'Aumale (60 km) et les "opérations" de la Compagnie.

Un groupe de rebelles ralliés, repliés au village, sont appelés les FAFM (Forces Auxiliaires Franco-Musulmanes), commandées par Si Chérif, ancien chef de "Katiba" (unité rebelle équivalent d'une compagnie) passé au F.L.N. lors d'une permission retour d'Indochine. À son ral-



Deux moniteurs



Localisation de la S.A.S. de Maginot

liement après 14 mois passés dans le “Djebel”, la France accepte que Si Chérif porte les galons de “Colonel plein” et qu’il commande à 6 compagnies musulmanes soit environ 600 hommes, anciens “Fellaghas” levés par lui même. On peut penser qu’il avait toujours ses commissaires politiques et surtout ses collecteurs de fonds, comme dans la rébellion. Il rendit de grands services en s’opposant avec succès au chef rebelle “Belounis” qui sévissait autour de notre secteur. Après avoir subi de nombreux sévices, après le “cesser le feu” les Officiers de Si Chérif ont été tués par le F.L.N., ceci donc après l’indépendance et malgré “nos” bonnes paroles et “nos” promesses, celles de “la France” Si Chérif fut sauvé in extremis par l’action d’un élément de la Légion, après bouclage du village en juillet 62, donc après le cesser le feu... Dès 1960, quelques officiers européens assistaient techniquement et opérationnellement cette unité des F.A.F.M. avec quelques sous-officiers et radios.

Autres amis inoubliables, sept familles de colons qui ont tous eu leur ferme brûlée en 1954 par le F.L.N. et ne durent leur salut que parce que la population elle même les a fait prévenir pour qu’ils se replient au village à temps. C’est donc la population qui les sauva !

François d’Acremont



Extraits Carte Michelin N° 172

Témoignages par Daniel Abolivier

Sélection au faciès !

Après l’indépendance de l’Algérie, je suis resté un an affecté à l’État-Major de la Vème Région Aérienne à Reghaia (démissionnaire, on m’a fait attendre un an dans l’espoir que je me découragerais...). Pendant cette période, j’ai renoué avec un couple de Pieds-Noirs “Libéraux” qui étaient revenus à Alger après avoir trouvé refuge en Métropole pour échapper à la hargne de l’O.A.S. Mme X, avait de hautes responsabilités dans l’administration des Affaires Sociales à Alger. Elle m’a raconté l’histoire suivante : “*Quelques temps après l’indépendance, les responsables algériens se sont avisés qu’il y avait dans les orphelinats algériens des enfants qui étaient de souche européenne et que cela n’était pas admissible ! Mon amie fit donc partie d’une commission mixte chargée de déterminer l’origine ethnique des pensionnaires des orphelinats. Les membres français de cette commission ont pensé d’abord à l’intérêt des enfants et estimé que ceux qui avaient de graves problèmes de santé seraient mieux soignés en France que dans l’Algérie indépendante. Chaque fois qu’ils avaient affaire à un enfant souffreteux ou handicapé, les membres français de la commission disaient : “Français” ! Par contre les enfants “éclatants de santé” étaient déclarés Algériens !*”

Cette anecdote en dit long sur les sentiments qui animaient les responsables algériens de l’époque ; c’est pourtant les “colonialistes” qui sont accusés de racisme

Le sens de l’honneur

Un de nos camarade Pierre Leussier, officier des A.I. du Maroc puis des A.A., Chef de la S.A.S. d’Azeffoun de 59 à 61 m’a confié oralement le témoignage suivant :

“Le Colonel, commandant le Secteur de Fort-national (Grande Kabylie), gaulliste notoire, envoyé après le départ du Général Faure, lui a permis d’aller chercher à Port-Gueydon sur la côte kabyle, des Harkis isolés. Leussier y a envoyé son S/Lieutenant. Ces Harkis et leurs familles sont depuis 1962 installés en France”.

Ce témoignage confirme mon opinion qui est que si un nombre important de Harkis ont ainsi été sauvés du massacre après l’indépendance, c’est grâce à la lucidité et au courage de nombreux officiers. Il ne faut pas oublier, en effet, que ces sauvetages ont été faits en dépit des consignes et menaces du commandement...

*Extrait d'une étude de
notre Camarade Guy Vincent
dans la revue "Echo de l'Oranie"
N°261 mars/avril 1999*

Les articles précédents nous ont permis d'évoquer les débuts de la rébellion dans cette région des Hauts Plateaux Oraniens qui borde la région de Tlemcen, convertie, à partir d'octobre 1955, en une nouvelle zone d'insécurité, un an après la "Tous-saint Rouge".

L'infiltration des premiers rebelles, la malheureuse embuscade du mois de juin dans le douar Tadjmout, l'attaque du car civil assurant la liaison Telagh-Saïda, les premiers égorgements de musulmans rétifs à l'emprise rebelles, les indices sont nombreux qui confirment, malheureusement, la présence des Fellagas.

L'impact est profond. Le désarroi règne dans les esprits. O.P.A. développe ses tentacules chez les Musulmans qui observent, souvent décontenancés, l'augmentation de l'activité rebelle et son impunité. Tout semble basculer en faveur des rebelles.

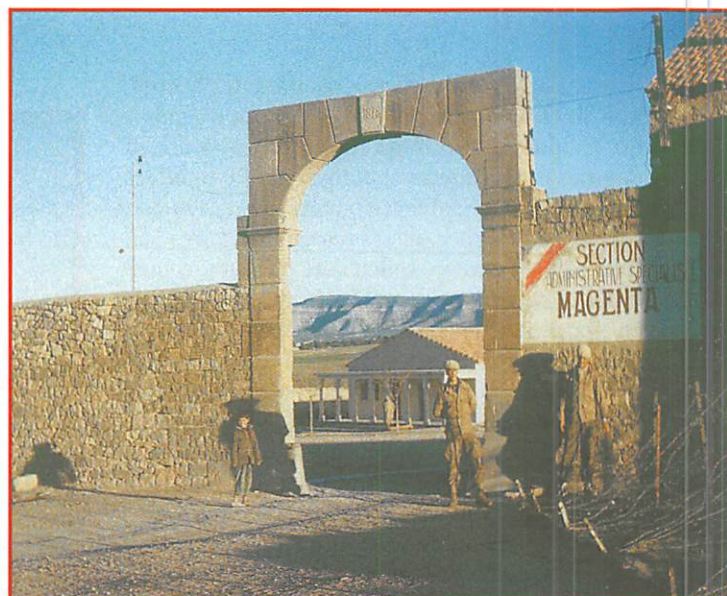
Rapidement se pose le problème des populations musulmanes disséminées sur de vastes étendues, dans cette région montagneuse et souvent boisée. Les groupes de Fellaghas, dilués, se meuvent avec aisance et trouvent "aide et assistance", de gré ou de force. Quel est le fellah, perdu dans le djebel, qui pourrait se permettre de refuser nourriture et appuis divers à un groupe armé ?

L'armée multiplie sa présence dans le bled par de nombreuses opérations pour fouiller le terrain et tenter d'intercepter les groupes rebelles qui refusent le combat et cherchent surtout à se dissimuler, à faire pression sur la population musulmane et à réaliser de temps à autre un coup de main pour frapper les esprits, maintenir et aggraver l'insécurité.

Comment distinguer, en pleine nature, le fellah qui vaque à ses occupations normales et le rebelle qui a dissimulé son arme ? Une solution va s'imposer rapidement sous la contrainte des réalités.

Les Regroupements

En effet il faut, d'une part éviter toute méprise, entre le blédard originaire du lieu qui travaille sa terre ou garde son troupeau, et le fellagha qui attend le moment propice pour agir. Cela est impossible à réaliser sur une population très dispersée. Il faut,



SAS Magenta

par ailleurs, protéger cette même population contre l'emprise rebelle qui vient lui exiger vivres, argent, voire des recrues. Le regroupement, malgré ses évidents inconvénients, permet une solution acceptable et humaine aux problèmes posés.

En fait, dans la pratique, il y a eu plusieurs sortes de regroupements :

- le plus courant est le "Resserrement" d'un certain nombre de familles de fellahs dispersés sur quelques kilomètres. Ils transportent leurs "raïmas" (tentes) ou les matériaux de leurs gourbis pour les reconstruire près d'un village ou d'un poste militaire...
- parfois l'opération est plus ample : on regroupe tout un douar ou une partie importante de celui-ci, sur une distance d'une dizaine de kilomètres,
- dans certains cas exceptionnels, on procède même à des transferts, limités, de population. Ce fut le cas du douar Tadjemout, après le retrait de l'unité militaire implantée dans la plaine du même nom. L'unité partie, la loi des rebelles s'impose sur la population : l'égorgement sanctionne toute velléité de refus ou d'opposition. L'armée, de son côté, multiplie les opérations dans la région et les risques augmentent, de manière sensible, pour les blédards de se trouver pris "entre le marteau et l'enclume". Les responsables naturels, les "Kebar" (aînés, ceux qui ont acquis la sagesse par le poids des ans !) de la population musulmane prennent vite conscience du danger extrême de cette situation. Ils constituent une "Djemaa" (assemblée) officieuse dont les avis sont très écoutés. Ils demandent discrètement au Chef de SAS qu'on "les sorte de là".



► Les autorités hésitent. La décision est prise après plusieurs mois de réflexion et d'attentisme (mars 1957).

Il s'agit de transférer près d'un millier de personnes et de nombreux troupeaux à près de trente kilomètres ! Le seul endroit où cette population peut, en effet, être regroupée dans des conditions satisfaisantes de sécurité et être aidée, dans tous les domaines, est le village de Magenta où s'édifie le bordj de la SAS. C'est, peut-être, un des premiers regroupements de cette importance et sur cette distance réalisé en Oranie. La population restera trente et un mois en ce lieu avant de pouvoir rejoindre "ses terres" (octobre 1959). La situation militaire a, entre temps, évolué de manière très favorable. Les fellaghas ont subi des pertes importantes, leurs bandes sont décimées, il ne reste que de petits groupes épars qui ne cherchent qu'à subsister.

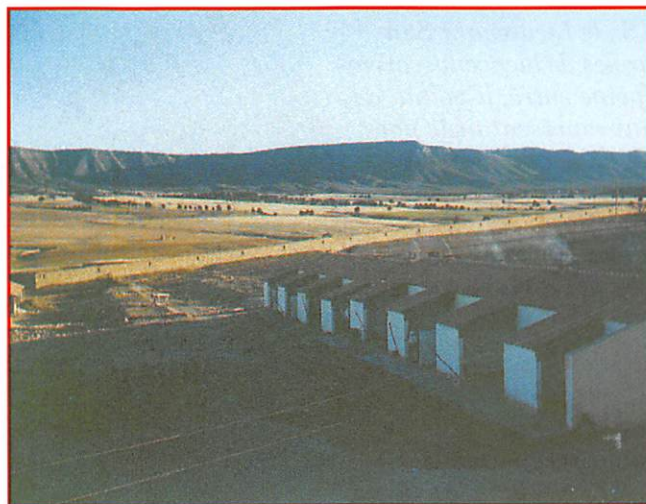
Une partie de la presse métropolitaine, à l'époque, a vivement critiqué les regroupements, soulignant avec force les aspects négatifs, réels (éloignement des terres, liberté de déplacement plus restreinte, etc.) mais négligeant les aspects positifs :

- la sécurité est nettement accrue : dans les regroupements les égorgements sont exceptionnels, difficiles à exécuter par le F.L.N.
- les méprises sont évitées et les troupes peuvent opérer dans des zones libres, en bonne partie, de toute population, facilitant les recherches.
- l'O.P.A. est plus facile à repérer et à détruire.
- la population musulmane va pouvoir bénéficier, dans de bien meilleures conditions, des diverses mesures prises en sa faveur pour améliorer son sort, dans tous les domaines : habitat, scolarisation, assistance médicale gratuite, distributions de vivres, etc....

Ces nouvelles conditions de vie, imposées par la contrainte des événements vont, enfin, permettre une extraordinaire accélération de l'évolution de la population du bled. C'est ce dernier point qui constitué, pensons-nous, l'aspect le plus intéressant et souvent inattendu, en faveur des Musulmans.

Pourquoi ? tout simplement parce que le regroupement a permis, en général, aux blédards d'apprécier les avantages offerts par une agglomération, même provisoire : ravitaillement plus facile, eau à proximité immédiate des demeures, vie sociale plus développée.

Habités, surtout dans ces douars des Hauts Plateaux, à vivre très dispersés sous la raïma ou dans des gourbis inconfortables, ils menaient le plus souvent une vie austère, avec des contacts humains restreints, dans une ambiance patriarcale où les modes de vie et les mentalités étaient figés. Dans ce contexte général, l'évolution, surtout dans les esprits, était très difficile, voire impossible.



Cité Maghzen

Le regroupement va disloquer ce cadre de vie ancestral, faciliter les rapprochements. Les femmes, en particulier, vont pouvoir multiplier entre elles les contacts et les échanges.

Les effets se feront rapidement sentir dans les attitudes, surtout parmi les jeunes.

Les regroupements représentent une phase nouvelle dans la guerre d'Algérie ; ils ont permis de clarifier la situation

dans le bled ; au fil des mois les unités militaires, mieux adaptées au pays et aux conditions climatiques, vont se roder et, peu à peu, commencent à accrocher les bandes rebelles qui sillonnent la région et leur imposent des pertes.

Les années 1956 et 1957 représentent dans cette partie de l'Oranie, "les années noires" de la guerre d'Algérie. Tout semble basculer en faveur des rebelles. Les mesures prises : activité croissante des unités militaires implantées, contacts renouvelés et amplifiés auprès de la population musulmane par l'intermédiaires des SAS, diverses mesures prises pour améliorer, peu à peu, les conditions de vie de la population rurale vont faire germer la moisson de l'espoir qui se concrétisera, de manière éclatante, le 13 mai 1958.

(à suivre...)

Localisation SAS Magenta
(voir carte Michelin dans le bulletin n° 24 - Octobre 2005)

HOMMAGE AU LIEUTENANT BOEGLI

LETTRE DE NOTRE CAMARADE JEAN-MARIE HACQUARD - 29 AVRIL 2003

Je suis tombé par hasard sur un article de notre quotidien local, *L'Est Républicain* du jeudi 12 avril 1956, qui relatait le "drame de Sidi Djilali". Quelle ne fut pas ma surprise d'apprendre que le héros de ce récit était le lieutenant Boegli. Je n'ai pas connu personnellement cet officier, mais son nom, je ne l'ai jamais oublié...

Jeune sous-lieutenant sorti de l'École Militaire des Transmissions d'Air de France, je fus affecté en mars 1961 à la S.A.S. de Chétouane comme adjoint. À mon arrivée au bordj de la S.A.S., je n'ai pas prêté une attention particulière à l'inscription : "Bordj Lieutenant Boegli" qui surmontait le portail d'entrée. Je fus accueilli par le chef de S.A.S., le Lieutenant Sanchez, qui, après quelques paroles de bienvenue, m'emmena dans son bureau. À peine entré, il pointa de la main un grand cadre qui représentait le portrait d'un officier français au milieu du mur, juste derrière son bureau. D'une voix calme et complètement neutre, il déclara : "Le Lieutenant Boegli, mon prédécesseur, assassiné par les rebelles". Je n'ai jamais oublié ni cet instant, ni ce nom.

Cet article, dont je vous joins la photocopie, m'incite à penser qu'il s'agit bien du même Lieutenant Rodolphe Boegli, Chef de la S.A.S. de Chétouane (Oran) tué le 15/11/57 (Bulletin des S.A.S. N°10, p.13). Je ne



Le S-Lt Jacquard avec dans les bras un nouveau-né dont on était venu déclarer la naissance ; un petit "Pied-Noir" à en juger par les langes blancs

connaissais pas ces événements ni les circonstances de la fin tragique de cet officier car son successeur, le lieutenant Sanchez, n'en parlait pas et je n'osais pas le questionner à ce sujet. Mais puisque le but de notre association est d'honorer la mémoire de tous ceux qui sont morts pour la France dans l'accomplissement de leur devoir, je pense que le Lieutenant Boegli méritait qu'on évoquât son souvenir.

Localisation de la S.A.S. de Chétouane (Voir page 18)

HOMMAGE AU CAPITAINE AYGUEPARSE

ALLOCUTION DE NOTRE CAMARADE ROBERT LACHAUME



Monsieur le Maire, Messieurs les Présidents d'Associations d'Anciens Combattants, Mesdames, Messieurs

L'Association des Anciens des Affaires Algériennes et Sahariennes apprécie hautement l'initiative prise par les anciens Moghaznis et les anciens Harkis afin d'honorer la mémoire du Capitaine Aygueparse et celle de son épouse. Le Président Abolivier, absent de France, actuellement, m'a chargé de vous présenter ses excuses. Il vous dit toute sa gratitude pour l'organisation de cette cérémonie et l'entière adhésion de l'Association à cette démarche.

Cérémonie du souvenir !
Cérémonie de la reconnaissance !
Cérémonie de l'honneur !

Côte à côte comme il y a 50 ans, voici les Harkis et les Moghaznis et leurs officiers qui redisent leurs pensées commune et leur attachement réciproque.

Plus encore, cette cérémonie célèbre le respect de la parole : celle des Supplétifs placés dans des situations équivoques, celle des Officiers soucieux de la vie des hommes, objectif premier de l'armée.

Celui qui a connu le capitaine Aygueparse a conservé de l'homme, de l'officier un portrait emblématique aujourd'hui mais Ô combien réel et impressionnant : celui de l'Officier S.A.S. qui n'aura trahi aucun de ses engagements.

Le personnage ? Un homme de taille moyenne, une figure paisible, l'œil vif, un regard affable. La visée est lointaine et profonde mais la pensée est aussi nettement attachée au présent et aux hommes. L'expression est adroite, calme, parfois énigmatique (et cela nous posait parfois des problèmes)... sur fond d'humour ou de facétie - prudence, précaution ? C'est sans doute l'héritage d'une tradition rurale, c'est aussi le fruit de l'expérience de la vie, des événements complexes, tels ceux des fins de conflits.

Quelle expérience ! Les maquis de la fin de la 2^{ème} guerre, un passage chez les Chasseurs Alpains et puis cette guerre d'Algérie, dans les S.A.S. C'est à Toudja, en Petite Kabylie entre Soummam et Méditerranée que le Capitaine et Madame Aygueparse construiront une S.A.S et feront de ce coin escarpé et très influencé par le F.L.N., un havre de fraîcheur et de progrès.

Des constructions, des plantations, des adductions d'eau, une protection militaire associée à celle de l'armée, un dispensaire, un ouvroir, des actions de formation, un soutien alimentaire, une présence mais pas de paternalisme... Dans les communes de Toudja, d'Achelouf, d'Ihagarène, on connaît et on apprécie beaucoup le Capitaine entreprenant, audacieux et courageux qui se déplace toujours avec son Aronde Simca, sans arme, avec son chien noir, compagnon fidèle et inoffensif.



De droite à gauche :

M. Abdelkader Hamoumou, ancien Moghazni de la S.A.S. de La Réunion, M. Meurou, Mme Meurou, nièce du Cne Aygueparse, M. le maire de Mandelieu, M. Hassit Hamchaoui, ancien moghazni de la S.A.S. et M. Robert Lachaume, Adjoint du Cne Aygueparse à la S.A.S., représentant l'association des Anciens des Affaires Algériennes et Sahariennes.

La plaque déposée par l'association "AJIR pour Les Harkis" porte l'inscription :

"A la mémoire des Justes : 196 personnes sauvées par le Capitaine Aygueparse après le Cesser-le-feu de la Guerre d'Algérie. Les Moghaznis reconnaissants"

Mme Aygueparse œuvre à ses côtés, en étroite relation avec le Capitaine et avec le même sang-froid. Les femmes du village avaient une très grande confiance en elle et ont beaucoup profité de ses enseignements, de ses conseils, de ses encouragements. Est-il besoin de dire que dans une ambiance aussi dynamique les réalisations n'ont pas manqué, qui ont apporté à cette zone de montagne des conditions pour un peu de confort ou du moins pour un progrès global.

L'estime de la population, la confiance du Maghzen, le bilan de l'action finalement... tout parle d'une réussite dans la pacification et dans l'édification d'un pays ... tout parle d'une réussite dans les cœurs... à l'opposé même de ce qu'affirmaient des propos calomnieux écrits, il y a 43 ans par un certain auteur dont je ne prononcerai pas le nom !

La mission d'Officier S.A.S. du Capitaine se terminera au centre d'aide Administrative (C.A.A.) de La Réunion par l'organisation et la réalisation d'un rapatriement de près de 200 personnes (hommes, femmes et enfants-Harkis et moghaznis) le 9 juin 1962. (des passagers de cette opération sont ici aujourd'hui). L'idée

audacieuse tout particulièrement la conviction que le devoir était alors dans l'action en faveur des supplétifs et de leur famille, la lucidité, la ténacité, l'obstination même... tout cela est l'honneur du Capitaine... Je l'ai vu à ces moments-là, car j'étais son adjoint et je crois me souvenir qu'il ne disait pas toutes ses inquiétudes, toutes ses angoisses afin de ne laisser planer aucun doute, qui aurait pu faire apparaître le moindre souci chez les bénéficiaires potentiels de l'action. C'est ainsi que les hommes de caractère, les hommes de qualité assument leur mission et leur devoir en endossant totalement les risques et les angoisses avec calme et sang-froid C'est à ces traits que l'on découvre aussi le sens de l'honneur, accompagné de tant d'obligations dans le respect de la parole donnée !

Quel exemple de simplicité, de profondeur d'âme, de respect des valeurs de notre civilisation... des valeurs humaines et de l'engagement, nous ont donnés le capitaine Aygueparse et son épouse. Les membres de leur famille peuvent être légitimement fiers. Le souvenir qu'ils ont de leur oncle et de leur tante est sans doute empreint d'événements familiaux agréables... nous sommes là

pour ajouter... peut-être un peu tardivement il est vrai ! une dimension qui leur est peu connue, voire inconnue. Moghaznis, Officiers présents ici ou représentés le font avec une grande volonté et une grande affection !

À vous, Capitaine Aygueparse (je devrais dire : "Mon Colonel" !) à vous Madame, nous disons toute notre confiance dans la paix qui vous est due et de laquelle vous êtes environnés certainement. Nous vous disons notre espoir de vous retrouver. Nous vous disons enfin, toute notre gratitude, pour l'exemple que vous avez donné dans le domaine du courage et de l'humanisme. Merci pour l'honneur des S.A.S. que vous avez porté au plus haut degré. C'est bien pour cela aussi que nous sommes réunis afin que personne n'ignore un tel comportement... afin que personne n'ignore que le Capitaine et Madame Aygueparse ont droit à notre respect, à notre reconnaissance, à notre fidèle souvenir. ■

Mandelieu le 1er octobre 2005.
Robert LACHAUME

Localisation SAS La Réunion
(voir carte Michelin dans le bulletin n° 22 Octobre 2004)

Allocution prononcée par notre camarade Robert Lachaume - Adjoint du Cne Aygueparse au C.A.A. de La Réunion (Sétif-Bougie). Voir article dans le Bulletin N° 22 d'octobre 2004.



Bibliographie

• **Un mensonge français**
de Georges Benhamou
Éditions Robert Lafont - Paris

• **Képi Bleu**

de Guy Vincent, notre camarade

Ce livre est disponible à l'Association - Prix : 21 €

• **Vie d'un Peuple Mort**

de Pierre Charité-Marsaines - Vice Président d'Honneur

Ce livre est disponible à l'Association - Prix : 10 €

• **Des Miages aux Djebels**

de Claude Grandjacques - Membre

Beau livre vivement recommandé - Prix : 27,50

• **L'autre Guerre d'Algérie**

Révélation d'un Officier SAS

Éditions Pic de la Mirandole - Château de la Touche
61420 St Denis sur Sarthon

tél. 02 33 31 24 90 - fax 02 33 31 17 76 - Prix : 28

• **L'armée Blindée Cavalerie en Algérie**

L'ouvrage comprend une information générale sur l'Algérie, l'historique et l'implantation des régiments, de nombreux témoignages sur la pacification, le renseignements les combats et l'ambiance, une partie est consacrée aux analogies avec les missions d'aujourd'hui.
Editions Lavauzelle - BP 87350 Panazol

Article page 16 Localisation de la S.A.S. de Chetouane



Extraits Carte Michelin N° 172



Hommage du Général Bernard de Dinechin à André Aït-Aïssa

le 13 août.

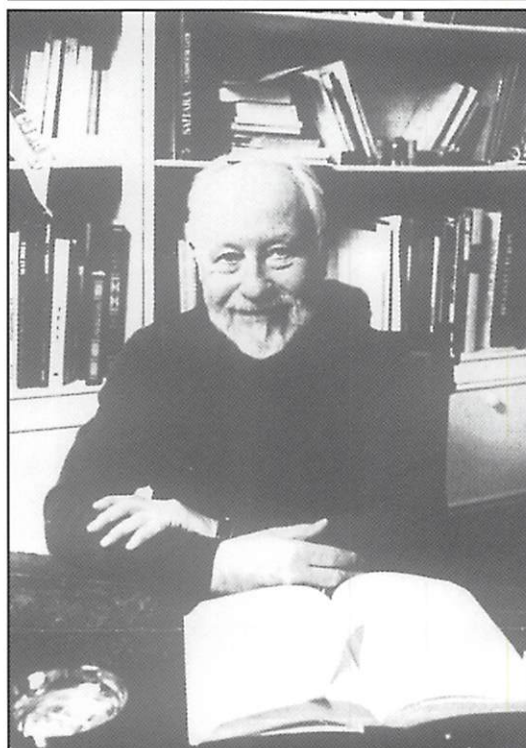
Général B. de Dinechin

Madame, cher Adonis, chers Enfants,
C'est avec beaucoup d'émotion que je suis
venu hier à l'église de Saint Germain
de Romainsville du Au Rebois à André.
Il y avait 50 ans, en 2006, je remettai
les fusils à la halle de Féraoun aux
braves qui avaient choisi de défendre leur
famille, leur village, leur douar Hadjadjen
contre les exactions de nos la loi.
André en était et jusqu'au bout il a
conservé sa fidélité à notre pays, à sa patrie.
Je l'en remercie très vivement.

A toute la famille, ses enfants, ses
petits enfants, à vous Madame, je dis
mes affectueux et mes félicités dans ce
moment de peine, avec aussi tous mes
vœux amicaux.



Disparition



Nous avons appris la mort de
notre camarade Vladimir Volkoff,
le 14 septembre dernier.

Il avait servi comme S-Lt dans les SAS
de Féraoun et Ilmaten (Sétif-Bougie).

Écrivain, son dernier ouvrage
"Le Tortonnaire"

est inspiré de son expérience algérienne.

Si notre camarade a laissé des relations de
son expérience SAS, elles trouveront, bien
sûr, place dans un bulletin futur.

Dernière minute

M. Hamlaoui Mékachera nous a fait l'honneur et l'amitié d'assister à notre Assemblée Générale, le 10 février 2006. Nous l'en remercions vivement.

C'était la première visite ministérielle depuis au moins 18 ans. L'assistance était aussi fournie que distinguée et l'ambiance très sympathique. Cela a permis au ministre de constater que notre association est bien vivante et au président et à des camarades de lui exposer les difficultés que nous essayons de résoudre, concernant les Harkis (sens général) et leurs familles. Comme d'habitude l'A.G. a été suivie d'un couscous !

CRÉATION D'UNE CRAVATE S.A.S.

Elles sont disponibles
au prix de 20 euros.

Vous pouvez passer
commande au siège :
joindre un chèque
pour paiement.





*“Bordj” - Poste fortifié d’inspiration arabe -
tenu par la S.A.S. de “El Hamel” (situé à 15 km de Bou-Saada)
(Photo François d’Acremont)*